

### EDITORIAL

#### La TUNISIE : LA FUITE EN AVANT!!

Le congrès fantôme de l'UGTT orchestré (le 29 avril 1986) par le pouvoir tunisien paracheve le plan de démantèlement de l'organisation syndicale. La direction légitime issue du 16<sup>ème</sup> congrès et son secrétaire général HABIB ACHOUR (condamné à 2 ans de prison) se trouvent ainsi dans un état de clandestinité, privés de tous moyens légaux d'action. Seul le soutien de la base syndicale constitue leur atout. Un crime à l'encontre du mouvement syndical tunisien et du pays est, ainsi, commis de la façon la plus objecte et dans l'indifférence quasi totale.

Il est vrai que l'inquiétude en Tunisie est grandissante et se nourrit d'un climat de fin de règne dans un contexte politique, économique et sociale très préoccupant.

En effet, jamais la Tunisie n'a été engagée aussi loin dans un processus de pourrissement qui rend l'avenir du pays incertain. D'autant plus que l'agression américaine contre la Lybie et l'attitude du pouvoir vis à vis d'elle vient confirmer l'impression qu'il ne peut se détacher d'un soutien de l'occident (et en particulier les Etats Unis). Le règne policier sévit sans pitié contre toutes les voix qui se lèvent. La brutalité policière porte atteinte quotidiennement à la liberté allant jusqu'à assassiner un militant du M.T.I. (mouvement de tendance islamique). Prenant le relais, les tribunaux siègent régulièrement pour condamner des tunisiens dont le seul crime est d'avoir osé manifester leur désaccord avec le gouvernement et d'avoir exprimé courageusement leurs opinions. La dernière illustration de cette fuite en avant qui ne laisse présager que le pire est la condamnation des dirigeants de l'opposition légale et tolérée à des peines d'emprisonnement et d'avoir fait taire des journaux.

Il apparaît à l'évidence que la neutralisation de l'UGTT a ouvert grande la porte de l'arbitraire ne laissant prévoir aucune issue heureuse pour l'avenir du pays.

Cependant, le mouvement syndical tunisien garde intacte sa légitimité qui a toujours constitué un élément déterminant dans la vie de notre pays.

La Tunisie vit une période difficile de fin de règne d'un régime fortement personnalisé. Il est probable que cette situation enfante l'espoir. Sauf, si, par crainte de ce que certains appellent le syndrome phillippin; la classe du pouvoir fait appel à la troupe pour sauvegarder ses privilèges. Mais qui dira alors où pourra aller la Tunisie?...

### PAS DE REINSERTION SANS INSERTION

Le colloque «Insertion et/ou réinsertion, le Dilemme?» organisé par les associations d'immigrés tunisiens et avec la participation de l'UGTT et de la LTDH (1) s'est tenu les 19 et 20 Avril 1986 à Bobigny comme prévu.

Plus de 6 mois de préparatifs ont été nécessaires pour concrétiser cette initiative pour le moins ambitieuse et délicate.

(...) Page 2

### L'UTIT AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES FRANÇAISES

Dans le cadre du tour d'horizon et des contacts décidés par notre association avec les forces syndicales et politiques en France, une délégation de l'UTIT a été reçue par des responsables auprès du bureau confédéral de la CGT (Confédération Générale du Travail) et de la CFDT (confédération Française Démocratique du Travail).

(...) page 2

### SITUATION EN TUNISIE Impressions de Tunisiens à PARIS

Face à la situation qui caractérise aujourd'hui la scène politique et sociale en Tunisie, il est difficile de rester insensible ou d'être muet surtout pour des Tunisiens.

Partant de là, il nous a paru intéressant d'essayer de faire dire à des citoyens tunisiens immigrés en France et vivant à Paris, leurs impressions leurs appréciations et tout ce que suscite en eux l'évolution de la situation en Tunisie.

Plutôt qu'un jeu de questions-réponses, ce sont des discussions franches et sincères au cours desquelles ont été exprimés points de vues et opinions, discussions qui ont eu comme toile de fond l'agression américaine contre la Lybie et comme axes principaux d'abord:

(...) Page 3

## PAS DE REINSERTION SANS INSERTION

(Suite de la page 1)

### UN PARI AMBITIEUX

Ambitieuse parce que ce type d'initiative traditionnellement organisé par les Universités et les Centres de Recherches et des associations qui avaient pris le pari d'organiser et animer, sans complexe ce colloque. Ambitieuse aussi car il s'agissait de rassembler des tunisiens vivant en Tunisie et d'autres vivant dans l'immigration, mais aussi des français.

Cet ambitieux pari a tout de même été tenu. Durant 2 jours. Les échanges d'expériences ont été fructueux et les enseignements riches. Pourtant cette initiative était aussi délicate. Pour la première fois en effet, des tunisiens venant de divers horizons ont pu, sinon dialoguer, du moins s'écouter sur une question elle-même délicate:

L'immigration tunisienne et ses rapports à la société tunisienne, un débat sans complexe ni complaisance doit nécessairement se faire au sein de l'opinion tunisienne.

### DES ENSEIGNEMENTS POUR L'AVENIR

Ce colloque a vu la participation de nombreux chercheurs tunisiens et français. Probablement trop nombreux en regard du peu de temps consacré à chacune des communications.

De nombreuses communications donc et très fournies aussi. Communications qu'il faudra poursuivre et approfondir à la lumière des débats et enseignements dégagés lors des Carrefours. Le principal enseignement étant que les conditions actuelles ne permettent pas une véritable réinsertion en Tunisie, enseignement démontré par toutes les expériences déjà faites.

Que ces conditions sont autant économiques que sociales, culturelles, psychologiques et politiques. Que l'une de ces conditions doit consister avant tout à ne pas opposer insertion en France et réinsertion en Tunisie, que la réinsertion ne doit pas être ressentie et subie comme une pression (chômage, xénophobie, reniement de ses origines, impossibilité de promotion, restriction du droit à l'expression...). Qu'en tout état de cause la plupart des tunisiens resteront en France.

Telle sont les quelques enseignements que les associations immigrées et la plupart des participants ont tiré de ce colloque. Ne s'agit-il pas maintenant d'affronter cette réalité et se battre pour donner un sens et un contenu à l'insertion en France tout en continuant à avancer pour le droit à la réinsertion en Tunisie pour ceux qui le souhaitent. L'opinion démocratique tunisienne peut jouer un rôle essentiel à condition cependant de se débarrasser des attitudes subjectives ou analyses conjoncturelles.

M.D.

(1) - Union Générale Tunisienne du Travail  
- Ligue Tunisienne de Défense des Droits de l'Homme.

## QUEL PROCES ET QUELLE JUSTICE?

Vous avez dit justice? Celle qui concerne les communautés immigrées! Alors parlons-en. En toute quiétude, le procès du meurtrier du petit Taoufik a commencé dans l'ambiguïté. L'illogisme de la presse écrite a influencé, d'une manière considérable, le déroulement du procès en passant l'éponge sur la gravité de l'acte abject du meurtre, reléguant au second plan l'objectivité et l'authenticité des informations, ségrégation oblige, le racisme trouve un terrain pour se développer dans la «légalité».

Après deux jours d'audience, le verdict prononcé était une véritable parodie de justice. En effet, un criminel raciste condamné à 5 ans de prison dont 2 ans avec sursis, met en exergue indiscutablement le parti pris de la justice. C'est ridicule. Ridicule aussi de permettre d'une manière sous-jacente le développement de l'extrême-droite. Sinon, comment peut-on admettre et tolérer, des années durant, une cascade d'actes criminels contre les immigrés, sans manifester le bon sens et la volonté d'endiguer le mal qui guette l'ensemble de la société?

Le racisme, faut-il le rappeler, trouve un terrain fertile à chaque récession économique, et jette l'anathème sur l'autre, l'étranger.

Pour la communauté maghrébine, la vie cauchemardesque imposée par je ne sais quel esprit diabolique, ou plus précisément, les nostalgiques de l'Algérie française, doit connaître un sort plus paisible. Il est de son droit le plus légitime d'être protégée d'une façon effective, car s'il y en a une insécurité, c'est l'immigration maghrébine qui est menacée. Et pour ceux qui ont la mémoire courte quant à sa contribution incontestable dans la construction économique de la France, je leur dirai c'est une myopie historique impardonnable.

Quant à la justice si elle veut, elle peut faire respecter cet autre, cet étranger. Les moyens juridiques existent pour dissiper le spectre de la peur et donner une dimension humaine noble à la vie collective. Cela ne peut être atteint que lorsque le politique appréhende l'immigration dans sa totalité, en mettant en chantier, une véritable politique d'insertion.

D'ailleurs, la richesse des grandes puissances trouve sa réalité dans la diversité. Le pluriculturalisme est un facteur déterminant pour l'épanouissement des sociétés. Il en est de même pour la France.

M.T.

## L'UTIT AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES FRANÇAISES

(Suite de la page 1)

### le 7 mai... AVEC LA CGT

Les camarades Marcel Omet, Jean Belanger et Bourdon responsables du Bureau confédéral de la CGT, ont reçu le 7 mai 1986 une délégation de notre association.

Notre association a exposé son point de vue sur la situation qui prévaut en France après les élections du 16 mars mettant l'accent sur les difficultés et les injustices dont sont victimes les travailleurs immigrés. Cette situation intolérable va s'aggraver par la mise en oeuvre des projets ultra-sécuritaires du gouvernement français (tels que les contrôles d'identité, les expulsions par la voie administrative...).

Un climat d'insécurité grandissante règne chez les communautés immigrées alimenté par le racisme qui prend parfois des formes d'actes criminels telles que les deux explosions à Marseille et à Toulon.

La délégation de l'UTIT a, ensuite, insisté sur la gravité de la situation en Tunisie. La centrale syndicale

UGTT subit, depuis des mois, une offensive sans précédent, qui vise à lui ôter son autonomie et à la domestiquer. Tous les moyens ont été mis en oeuvre par le gouvernement tunisien pour mettre au pas les syndicalistes et les structures légitimes élus au 16<sup>ème</sup> congrès de l'UGTT. Des dizaines d'arrestations et de condamnations, et des centaines de licenciements arbitraires...

Cette offensive a abouti à un congrès fantoche orchestré par des individus étrangers au mouvement syndical et ce, avec la bénédiction et le soutien du gouvernement et du Parti Socialiste Destourien au pouvoir.

Ainsi, le pouvoir tunisien veut en finir avec la direction légitime de l'UGTT et a sa tête le secrétaire général Habib Achour. Notre délégation a insisté sur l'importance du soutien et de la solidarité des forces démocratiques françaises.

La CGT a rappelé qu'elle a toujours manifesté dans le passé son atta-

**SITUATION EN TUNISIE**  
**Impressions**  
**de Tunisiens**  
**à PARIS**

(Suite de la page 1)

1 - l'escalade de la violente répression exercée à l'encontre de la démocratie (répression de toute manifestation dénonçant l'agression U.S, emprisonnant des participants à ces manifestations, Suspension de journaux, Envoi sous les drapeaux d'étudiants en cours d'année universitaire etc) laquelle escalade a connu récemment un triste record représentant un antécédent grave et qui est l'assassinat d'un étudiant de la tendance islamique opposant au régime. Le deuxième axe autour duquel les conversations ont été engagées concerne l'UGTT puisque le fameux congrès fantôme - organisé par le régime - vient d'être imposé alors même que les syndicalistes légitimes sont encore emprisonnés et d'autres sont licenciés ou mutés arbitrairement.

Le choix des personnes dont les opinions ont été recueillies a essayé d'être relativement répressif de la population tunisienne vivant à Paris:

- Il y a donc une tunisienne mère au foyer dont le niveau d'études est le cycle primaire.

- Son mari - installé en France depuis 15 ans est ouvrier dans une usine en banlieue parisienne.

- Mohammed, originaire du Sud, travaille lui avec son frère à la goutte d'or dans une boutique d'épicerie en gros. Il est marié et sa femme est au pays ainsi que son fils.

- Enfin notre dernier interlocuteur un jeune informaticien vivant à Paris depuis 10 ans, il a fait ses études supérieures dans une faculté parisienne et vient juste d'être engagé dans une société de service informatique.

Ce qui se dégage de toutes les discussions c'est d'abord un profond sentiment d'inquiétude voire de stupeur.

Stupeur face à un régime qui en arrive à réprimer sauvagement des manifestations de soutien, à un peuple frère agressé d'une manière barbare par ceux là même qui se prétendent être les amis des peuples et les défenseurs de la liberté et de la démocratie. Inquiétude face à un pays secoué de plus en plus fréquemment et de plus en plus violemment par des crises sociales, qui a chaque fois se trouve plus

meurtri et dont le bilan en sacrifices est plus alourdi.

Tous s'accordent pour trouver scandaleuse la répression exercée dans un pays arabe comme la Tunisie alors que la majorité des capitales occidentales ont connu des vagues de manifestations de protestation contre le raid américain et le terrorisme d'état U.S. qui ont mobilisé des milliers de manifestants à chaque fois et qui ont malgré tout pu se réaliser.

Une désapprobation vigoureuse des pratiques du régime se dégage de toutes les discussions, quoique exprimée différemment.

Il est certain que c'est surtout la position du régime lors du bombardement contre la Lybie (silence complice et refus de condamner l'agression) qui est considérée inacceptable et même honteuse.

Concernant la campagne contre la centrale syndicale, il apparaît d'abord clairement qu'il existe un manque d'information chez la majorité des tunisiens lequel est dû, entre autres, au black out des médias français en général au sujet de la situation syndicale en Tunisie.

Cependant, tout le monde s'accorde pour juger scandaleux que le régime non seulement se permet d'intervenir dans les affaires internes de l'UGTT mais ose remodeler, usant de sa force de répression, la scène syndicale comme cela convient à ses intérêts.

La référence est souvent faite au climat qui caractérise la vie syndicale en France.

Consternation, inquiétude Malaise:

Voilà les principaux effets que la situation sociale et politique engendre parmi nos tunisiens rencontrés.

Sentiments témoignant de la préoccupation réelle des immigrés face aux événements qui secouent le pays d'origine, même si cette préoccupation reste passive.

A la question de savoir s'ils vont participer à la fête du 12 Mai où s'ils assistent parfois à des meetings de solidarité avec le mouvement syndical. La réponse n'a-t-elle pas souvent été négative!

De ce côté là, il reste beaucoup à faire certainement.

(Suite de la page 2)

chement à la liberté et à l'autonomie de l'UGTT. Elle a affirmé sa détermination à poursuivre les actions de solidarité et de soutien avec l'UGTT.

- Les deux délégations ont insisté sur la multiplication des contacts entre les deux organisations en vue d'échanger les informations et de faire concorder les actions de solidarité avec les travailleurs tunisiens et leur syndicat l'UGTT.

### le 13 mai 1986...avec la CFDT

Le camarade BEN ELIZAR, responsable auprès du bureau Confédéral de la CFDT, a reçu une délégation de notre association. L'entretien a eu pour objet un échange de point de vue sur la situation en Tunisie et la solidarité en France avec la centrale syndicale UGTT.

La CFDT a insisté sur le fait que la solidarité avec l'UGTT doit passer à une étape supérieure, plus active, surtout depuis le congrès fantôme organisé par le pouvoir tunisien.

Tout en affirmant sa solidarité politique avec les syndicalistes tunisiens, la CFDT et l'UTIT, ont mis l'accent sur la nécessité du développement d'une campagne de solidarité financière, large et efficace.

La nécessité des rencontres régulières entre les deux organisations a été affirmée.

## ABONNEMENT

Nom.....

Prénom(s).....

Adresse.....

Abonnement normal 50F

Abonnement de soutien 100F

adressez vos

chèques Bancaires ou CCP à  
**L'UTIT 67 Rue Dunkerque**  
**75009 PARIS**

## POINT DE VUE

## POURQUOI NOUS MARCHONS

Le 19 octobre 1985, des marcheurs démarraient la 3ème Marche contre le racisme, pour l'égalité des droits et pour les droits civiques. Une dizaine de marcheurs (jeunes, femmes, travailleurs immigrés et français), tous membres d'associations, ont décidé de traverser la France pour arriver à Paris, le 30 novembre 1985.

## I. Une double affirmation

Cette Marche s'est voulue et se veut la Marche d'une double affirmation:

- \* d'une part, une affirmation de soi, une recherche d'identité,
- \* d'autre part, une volonté de participation et le refus de la marginalisation ces deux aspects sont indissociables.

Toute l'affirmation d'identité «*spécifique*», qui ne s'inscrit pas dans un cadre général dans la société dans laquelle nous évoluons, ne peut aboutir qu'à l'isolement et au repli. Inversement, toute tentative de «*participation*» qui ne laisse pas place à l'identité se réduit finalement à une sorte d'assimilation.

C'est parce que ces deux attitudes existent en s'excluant (y compris au sein des communautés et en particulier les maghrébines) que nous, marcheurs, avons pris résolument l'initiative de traverser la France, d'interpeller tous ceux et toutes celles français et immigrés dans une démarche positive, qui refusent ce dilemme entre repli ou assimilation.

## II. Les 3 axes fondamentaux de notre action

Cette attitude, cette démarche positive, prennent toute leur signification autour de 3 axes fondamentaux, qui constituent le cadre général de notre initiative. Ces 3 axes sont:

## 1. Le contenu de nos revendications

Notre Marche est une Marche «*Contre le Racisme et pour l'Egalité des Droits*». Ce qui signifie qu'il ne peut y avoir de véritable lutte contre le racisme sans un combat pour l'égalité des droits. Pour nous, jeunes, femmes, travailleurs, issus de l'immigration, la lutte contre le racisme est une lutte de tous les jeunes sur tous les terrains du racisme au quotidien: le séjour, le travail, l'école, la formation, le logement, le droit à l'expression, l'égalité devant la justice, le droit de vivre en famille, contre les centres de rétention...

C'est le sens même de notre charte revendicative, cette charte qui reprend, en fait, l'ensemble des questions et revendications avancées par la communauté immigrée depuis des décennies.

Mais cette charte ne se limite pas aux seules questions traditionnellement posées par l'immigration. Elle intègre aussi des questions nouvelles rendues nécessaires par le fait même des transformations internes à l'immigration, survenues ces dernières années: le droit à l'expression, le droit de participation et le droit de vote.

La lutte contre les crimes racistes ou à caractère sécuritaire (128 depuis 1981) et pour une justice égale pour tous:

Lorsque chaque jour les crimes racistes et/ou sécuritaires viennent nous rappeler la condition de sans-droits dans laquelle on veut nous confiner, l'impunité dont bénéficient leurs auteurs, la justice et la police font preuve d'une quasi-complaisance à l'égard des assassins et de leurs maîtres à penser -l'extrême-droite- et expriment une justice «*deux poids-deux mesures*» (l'exemple de Tahar à Villeneuve-sur-lot, qui paie 5 ans de prison pour un délit après lequel il a démontré sa volonté de réinsertion, alors que l'assassin de Taoufik -tué à l'âge de 9 ans en 1983- est encore en liberté après 15 mois de prison et son jugement est sans cesse reporté).

Nous ne voulons plus de cette justice à deux vitesses! Cela doit changer! Nous réclamons la punition de tous les auteurs des actes et crimes racistes.

La mobilisation pour les droits civiques:

Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui il est nécessaire d'aller de l'avant dans l'acquisition de nouveaux droits pour pouvoir concrétiser le mieux possible nos revendications sur le loge-

ment, l'école, la justice... Mais nous sommes aussi conscients que le droit de vote ne peut, à lui seul, résoudre tous nos problèmes. Seules, nos luttes, notre détermination, sont en mesure d'atteindre nos objectifs.

De même cette question de droit de vote et de son utilisation effective doit, à notre avis, faire l'objet d'un large débat au sein des diverses communautés. En tout état de cause, cette question ne saurait être réduite à une simple consigne de voter pour des échéances électorales immédiates. Notre revendication reste, avant tout, l'acquisition du droit de voter pour tous les immigrés ayant ou non la nationalité française. Son utilisation relève de la liberté de chacun à se déterminer en fonction de ses opinions.

## 2. La question de l'auto-organisation et de l'unité des associations immigrées:

Cette Marche repose essentiellement sur les associations issues de l'immigration. Elle est portée, de bout en bout, par elles et soutenue par d'autres associations anti-racistes et de solidarité.

Nous, immigrés et jeunes issus de l'immigration -membres d'association- affirmons notre attachement à la défense de nos associations comme notre principal moyen d'expression. Des années durant, nous avons lutté contre le décret de 1939 pour avoir le droit d'association. Cette lutte qui a amené, en 1981, l'abrogation de ce décret.

Aujourd'hui, à travers notre Marche, ce qui est posé c'est la prise de parole par les premiers concernés. La lutte contre le racisme et pour l'égalité ne passe-t-elle pas aujourd'hui par la reconnaissance, non seulement en parole mais aussi dans les actes, des associations que se sont données les communautés immigrées? Sur cette question aussi nous posons, en fait, cette double affirmation indissociable: de l'identité et de la participation.

Nos associations constituent pour nous l'unique cadre (en attendant d'autres moyens d'expression) où s'affirme notre identité sociale, culturelle et politique.

Or, au cours des derniers mois, nous avons assisté à une véritable tentative d'étouffement et de marginalisation de nos associations, sous prétexte d'une mobilisation «*anti-raciste la plus large*». Plus encore, durant les dernières années -et malgré la reconnaissance de fait associatif immigré- n'avons-nous pas vécu tentative de division entre les «*bons*» immigrés insérables (les jeunes) et les «*mauvais*» (les primo-migrants) expulsables?

Aujourd'hui, notre Marche affirme sans ambiguïté notre volonté de continuer le processus de réappropriation de la parole (qui passe par la défense de nos associations) et donc notre droit à décider des initiatives. A chaque anti-raciste de se positionner.

3. Notre Marche ne doit pas être «*une Marche de plus*»:

Partant des deux axes précédents, le contenu de nos revendications et l'auto-organisation, notre Marche n'est ni le fruit du hasard ni une marche de plus.

\* Notre Marche, c'est la 3ème Marche contre le racisme et pour l'Egalité. Elle se veut la poursuite de celles de 1983 et 1984. Notre 3ème Marche trouve aussi ses sources dans ce que le Mouvement Associatif Immigré a produit depuis de longues années (avant 1981 et après), dans les grandes luttes de l'immigration: les luttes dans les entreprises en 1967/1972, les grèves de la faim en 1973/74, la lutte des foyers de 1975/1979, les grandes mobilisations anti-racistes de 1973 à nos jours... Mais c'est surtout la poursuite d'un grand Mouvement déclenché par la 1ère Marche en 1983 et par Convergence 84. Toutes ces luttes et mobilisations donnent un contenu concret à la 3ème Marche; Elles constituent notre mémoire collective. Nul n'a le droit de nous en exproprier.

\* Notre Marche c'est aussi une Marche qui se veut témoin de la réalité concrète et quotidienne du travail et des difficultés des immigrés et de leurs associations dans toutes les régions que nous traversons. C'est une Marche de rencontre avec les diverses associations qui vivent et agissent dans des réalités locales très variées et qui n'en font pas moins un travail extrêmement important. Faire connaître ces réalités, ces associations, tisser

## POINT DE VUE

Suite

des liens multiples et durables entre elles, faire en sorte qu'elles soient des acteurs et des relais de toutes les actions nationales. Tel est, entre autres, l'un des objectifs de cette 3ème Marche.

\* Notre Marche doit être en mesure de faire aboutir nos revendications. Elle ne sera pas une «*Marche pour rien*». Car la question souvent revenue dans les cités et les quartiers c'est «*pourquoi une marche? Sur quoi va-t-elle déboucher? Est-ce qu'elle ne sera pas récupérée?...*» Toutes ces questions légitimes nous interpellent et nous incitent à être déterminés et vigilants quant aux résultats de cette initiative. Cette Marche doit finalement être la Marche des solutions concrètes aux questions concrètes qui se posent.

Finis les discours «*généreux*», les déclarations d'intention. Des actes, voilà ce que pose cette Marche.

### III. Poser les jalons et donner un contenu à l'insertion

Par-delà les revendications spécifiques de l'immigration, le problème de l'auto-organisation ainsi que les caractéristiques de notre démarche, il est évident que notre Marche pose, d'ores et déjà, des questions de fond qui interpellent la société française tout entière. N'est-il pas nécessaire que dès à présent soient défini la place et le rôle des communautés issues de l'immigration dans cette société? Donner un contenu à l'insertion. Mieux encore, la société française (comme la plupart des pays) est en pleine mutation économique, sociale, culturelle, politique.

Les communautés issues de l'immigration entendent, quant à elles, jouer pleinement leur rôle dans cette transformation. Ce rôle ne peut se concevoir que dans une transformation démocratique de la société. Car, finalement, la société française n'est-elle pas composée d'une multitude de minorités culturelles, régionales...? N'est-ce pas ces minorités qui constituent la majorité dans ce pays? Pour cela, il faut que soit reconnu à ces minorités le droit légitime à l'affirmation de leurs identités. C'est dès à présent qu'il faut jeter les jalons de cette société démocratique.

Notre Marche interpelle, certes, la société française, mais aussi et surtout les communautés issues de l'immigration. Car le débat est aussi en notre sein. N'est-il pas temps, aujourd'hui, d'affronter cette réalité incontournable, si pénible soit-elle pour beaucoup d'entre nous?

\* Le rôle de la communauté maghrébine:

Aujourd'hui, lorsqu'on évoque l'immigration, il est clair qu'il s'agit plus précisément des maghrébins. Comme hier c'était le cas des polonais ou des italiens, aujourd'hui se sont les maghrébins qui sont la cible de toutes les politiques d'immigration. La plupart des victimes du racisme sont des maghrébins.

Les maghrébins n'ont pas choisi d'être en première ligne. Pourtant, c'est une réalité qui s'impose aussi bien à eux qu'à l'ensemble de la société.

Face à cette situation, ils se sont mobilisés. Cependant, loin d'adopter une attitude de repli, ils affrontent cette réalité dans un esprit d'ouverture, conscients par ailleurs que l'issue de ce combat déterminera l'attitude de toutes les autres communautés et minorités dans ce pays. C'est un pari que notre Marche se doit de tenir. C'est dans cette perspective positive qu'elle se place.

Nous l'avons dit et nous le réaffirmons, notre Marche n'est pas la Marche des «*Franco-Maghrébins*», même si les maghrébins représentent une majorité dans cette initiative. Nous avons conscience de la responsabilité qui nous incombe. A la société, aux pouvoirs publics et au mouvement anti-racistes de prendre les leurs: les enjeux sont trop importants.

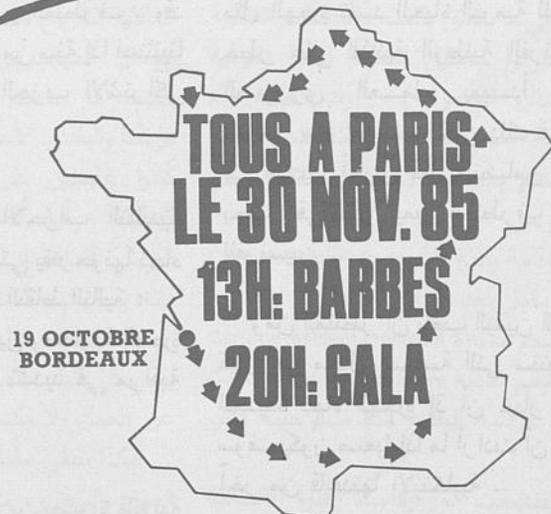
### IV. Notre Marche est fondamentalement unitaire

Par tout ce qui précède, il nous apparaît évident que notre Marche ne peut qu'être unitaire. Ne l'est-elle pas déjà par le fait qu'elle ait regroupé, pour la première fois, des associations de jeunes, de femmes, de travailleurs, de radios locales... issues de l'immigration. Ne l'est-elle pas déjà du fait d'avoir obtenu le soutien de nombreuses associations de solidarité et anti-racistes?

Ne l'est-elle pas lorsqu'elle reste ouverte à toutes les associations anti-racistes qui veulent apporter leur soutien?

Paris, le 12 novembre 1985.

3ème MARCHÉ  
POUR L'ÉGALITÉ  
DES DROITS  
CONTRE LE RACISME



JUSTICE POUR TAOUFIK, OZGÜL, NORDINE, ET TOUS LES AUTRES

لنتضامن مع الاتحاد العام التونسي للشغل

## اتحاد العمال المهاجرين يحتفل بعيد الشغاليين :

اقتربت ضد المهاجرين والمتمثلة في انفجار قنبلتين في أحياء يسكنها عدد كبير من المهاجرين في مدينتي مرسيليا وتولون أسفرت على جرح العديد من السكان ، نظمت مظاهرة احتجاج كبيرة شارك فيها عدد وافر من التونسيين .

وفي باريس أوفدت جمعيتنا ممثلين عنها يرأسهم الكاتب العام في التجمع الذي نظمته الـ س . ف . د . ت أمام البرلمان الفرنسي صباح ١ ماي وقد ألفت الجمعيات المهاجرة كلمة مشتركة حذرت فيها من خطر السقوط في الحلول المعادية للمهاجرين . وفي العشية شاركت جمعيتنا في المظاهرة التي نادى لها نقابة الـ س . ج . ت . وقد حضر رئيس اتحاد العمال المهاجرين في الفريق الأول للمظاهرة وذلك بدعوة من الـ س . ج . ت .

وقد كانت مشاركة جمعيتنا هذه السنة في المظاهرة بصف مشترك لجميع الجمعيات التونسية . وقد التأمت كل تلك الاحتفالات تحت شعار مناهضة العنصرية ومن أجل المساواة في الحقوق والتضامن مع الاتحاد التونسي للشغل والحركة النقابية والديمقراطية بتونس .

بتدخل نال اعجاب الحاضرين ونادى الى تضامن فعال مع العمال المهاجرين . كما شارك الفرع في الحفل الذي نظمته اذاعة « صوت العامل المهاجر » بديجون .

وفي نيم كانت مساهمة فرع جمعيتنا في مظاهرة الصباح الذي نظمته الـ س . ج . ت وكان من المتوقع أن يقع حفل في العشية سمي « مشوي الصداقة » الا ان حريقا نهج أسبابه في المكان المخصص للحفل حال دون ذلك .

وفي مرسيليا ساهمت جمعيتنا في مظاهرة ١ ماي الذي نادى لها نقابة الـ س . ج . ت كما شارك في الحفل الذي نظمته نقابة الـ س . ف . د . ت ( الكونفيدرالية الديمقراطية للشغل ) . وقد كانت احتفالات ١ ماي هذه السنة محل حملة تخويف وترهيب نظمتها الودادية في اتجاه التونسيين لارغامهم على عدم المشاركة في احتفالات عيد الشغاليين . لكنها باءت بالفشل بالرغم من الامكانيات الكبيرة التي استعملوها . وقد قامت جمعيتنا باحتجاج رسمي لدى سفير تونس في فرنسا والقنصل المهتم بشؤون مرسيليا نددت فيه بوسائل الترغيب والترهيب التي تستعملها مجموعة الودادية ضد التونسيين . وتنديدا بالجريمة العنصرية التي

تحتفل جمعيتنا كل سنة بالعيد العالمي للشغاليين معبرة على قناعتها في وحدة الطبقة العاملة وفي التضامن العالمي ضد الاستغلال والقهر ومن أجل التحرر والعدالة .

وفي مونبيليار شارك فرع الاتحاد في المظاهرة التي نادى لها الكونفيدرالية العامة للشغل ( س . ج . ت ) وفيدرالية التربية القومية ( الفان ) .

وفي اطار التجمع المناهض للعنصرية ومن أجل المساواة في الحقوق شارك الفرع في حملة التصدي لسياسة شركة بيجو التي وزعت منشورا ينادي المهاجرين الى العودة الى أوطانهم .

وتنديدا بالجريمة العنصرية التي قام بها قوى وعناصر معادية للمهاجرين بمدينتي مرسيليا وتولون نظمت مظاهرة احتجاج في مدينة مونبيليار وذلك يوم ٨ ماي ١٩٨٦ .

وفي شالون : شارك الفرع في التجمع الذي نظمته الـ س . ج . ت احتفالا بعيد الشغاليين وفي الحفل الذي نظم في العشية بالمدينة .

وفي ديجون شاركت جمعيتنا في الاجتماع الكبير الذي نظمته الـ س . ج . ت لمناقشة قضايا الهجرة بفرنسا وقد قام ممثل على جمعيتنا

## اتحاد العمال المهاجرين بمدينة ديجون



في حصة اسبوعية اسمها « أحداث الاسبوع » مدتها ساعتين وذلك كل يوم أحد من منتصف النهار الى الساعة الثانية بعد الزوال . وتتطرق هذه الحصة الى درس أهم أخبار الاسبوع المتعلقة بالهجرة أو بتونس تتخللها اغاني وموسيقى . كما يجيب منسقي الحصة على المكالمات الهاتفية للمستمعين . وفي الحصة نفسها جزء مخصص للارشادات .

يتواجد في مدينة ديجون وضواحيها :

8808 برتغالي

6967 مغربي

4717 جزائري

1840 اسباني

970 تركي

824 تونسي

من نشاطات اللجنة المحلية للجمعية المشاركة في تنشيط الاذاعة المحلية « صوت العامل المهاجر » اذ يساهم مناضلي الجمعية

## المحكمة الادارية تلغي قرار بلدية باريس الذي يمنع عائلات المهاجرين من الانتفاع بالمنحة العائلية لتربية الاطفال

التي وجدت ساحة حقيقية للبروز بعد صعود اليمين الى الحكم . خاصة وأن العديد من زعمائه لم يخفوا اثناء الحملة الانتخابية نيتهم في التراجع على العديد من الحقوق المكتسبة للمهاجرين .

وللتذكير فقط نشير الى أن صندوق المنح العائلية أصدر منذ 1 جويلية 1985 قرارا يدعو بدفع منحة عائلية لتربية الابناء مشابهة للمنحة التي تقدمها بلدية باريس . لكنها صالحة في كامل التراب الفرنسي بدون استثناء أي كان ومهما كان أصله . وقيمة هذه المنحة 1500 فرنك في الشهر ويمكن أن تتمتع بها العائلات التي لها 3 أطفال والتي انجبت طفلا رابعا وذلك لمدة 24 شهرا . واحدى شروط الانتفاع بهذه المنحة هو استغناء أحد الاولياء على عمله بصورة مؤقتة . وقد بلغ عدد المنتفعين بهذه المنحة الى حد شهر حانفي 1986 3414 عائلة .

باستثناء السكان أصليي المغرب العربي وافريقيا وتركيا . هكذا حرم المهاجرون العرب والافارقة والأتراك من حقهم في الانتفاع بهذه المنحة . ولم يستثنى القرار البلدي الا العائلات التي استفادت من المنحة قبل تاريخ 1 جانفي 1985 . ( وهي تمثل 36 بالمائة من جملة 3260 عائلة ) حتى انتهاء مدة ثلاثين شهرا . وبادرة من الحركة المناهضة للعنصرية ومن أجل الصداقة بين الشعوب ( مراب ) التي قدمت شكوى ضد بلدية باريس معتبرة أن القرار المذكور أعلاه وشروط التطبيق المصاحبة له معادي للجاناب بصورة مفضوحة ومنافي للدستور الفرنسي ولقوانين المجموعة الأوروبية ومعاهدة روما ، ألغت المحكمة الادارية القرار البلدي .

ويعد هذا انتصارا ذي مغزى وبعدا كبيرين للحق والعدالة وضربا واضحا لميول العديد من الاوساط الرسمية في مناهضة المهاجرين . لكن وجبت اليقظة تجاه مثل هذه الاجراءات

المنحة العائلية لتربية الأطفال Allocations parentale d'éducation بلدية باريس ( التي تمولها الضرائب المحلية والبلدية المدفوعة من قبل سكان باريس بما فيهم المهاجرون ) منذ 1 أكتوبر 1980 الى العائلات الذين لها طفلين على الأقل لمدة 30 شهرا بعد ميلاد طفل اضافي شرط ان يكون أحد الاولياء عاطل عن العمل . أما قيمة المنحة فهي 2500 فرنك في الشهر .

وفي 24 نوفمبر 1984 أصدر مجلس بلدية باريس الذي يرأسه السيد جاك شيراك الوزير الاول الحالي قرارا ينص على تخصيص المنحة المذكورة للفرنسيين فقط وذلك ابتداء من 1 جانفي 1985 وقد نظمت حملة احتجاجية ضد هذا القرار شملت بعض الاوساط الرسمية وأجبرت المجلس البلدي في جلسته المنعقدة بتاريخ 25 مارس 1985 على توسيع قراره المذكور للاوروبيين واللجائين السياسيين

### مجلس الدولة الفرنسي يحدد شروط رفض دخول الأجنبي إلى التراب الفرنسي

ألغى مجلس الدولة الفرنسي الأمر المؤرخ في 31 أوت 1982 ( والذي لم ينشر بالرائد الرسمي ) المتعلق بتطبيق قانون 29 أكتوبر 1981 الضابط لشروط دخول الاجنبي وإقامة الأجانب بفرنسا .

والجدير بالذكر بأن هذا الأمر يقيد بشدة حقوق الأجنبي الذي ترفض الادارة الفرنسية ( شرطة الحدود او القمارق ) دخوله الى التراب الفرنسي . وقد ذكر مجلس الدولة أن رفض دخول الأجنبي يجب أن « يخضع إلى ترتيب وإجراءات ادارية مضبوطة » كما لا يمكن بأي حال من الاحوال أن يؤخذ قرار بارجاع الأجنبي إلى وطنه بدون رضى المعنى بالأمر وقبل إنقضاء مدة يوم كامل .

ويأتي هذا القرار ليخفف من الاستبداد الاداري الذي تمارسه شرطة الحدود تجاه الأجانب إذ أن حالات رفض الدخول الاعتباطية تكاد تكون ممارسة يومية في المطارات والموانئ الفرنسية .

### المنح والاعانات العائلية

طويلة المدى تسمح له بالاستقرار في فرنسا . كما تجدر الإشارة إلى أن المهاجرين الذين بحوزتهم وصل لطلب أولي لبطاقة إقامة أو تصريح لإقامة وقتية مدة صلوحيتها 3 أشهر لا يمكن لهم التمتع بمنح الاعانات العائلية .

ونشير أيضا إلى منشور من صندوق المنح العائلية بتاريخ 26 ديسمبر 1985 ، ينص على أن العمال المهاجرين المستفيدين بالمنح العائلية حسب ما جاءت به الاتفاقيات المشتركة بين فرنسا والبلدان الأصلية لا يمكن لهم التمتع بها إذا كانوا عاطلين عن العمل ولا يتقاضون اعانة البطالة . أما العمال الذين يتقاضون الأجر اليومي المدفوع من قبل الضمان الاجتماعي فإنه يحق لهم التمتع بالمنح والاعانات العائلية . ويستهدف هذا المنشور عائلات العمال التي بقيت في البلد الأصلي والذي أصبح وليها عاطلا عن العمل ولا يكسب دخلا .

هكذا تلقي مأساة العامل المهاجر العاطل عن العمل والمحروم من إعانة البطالة أو من الأجر اليومي للضمان الاجتماعي بمأساة العائلة التي استقرت بالوطن والمحرومة من حقها في المنح العائلية ( هاته المنح التي تدفع حسب القانون الجاري به العمل في البلد الأصلي وليس حسب النسب الممنوحة في فرنسا ) .

أرسلت وزارة الشؤون الاجتماعية والتضامن الوطني رسالة ( لم تنشر ) إلى الصندوق الوطني للمنح العائلية ( بتاريخ 12 جوان 1985 رقم 83161255 ) تضمنها منشور وزاري بتاريخ 30 أوت 1985 رقم 3885 ، تقول فيها :

- إن الأجانب المقيمين مع أبنائهم يتمتعون بكل حقوقهم في ما يتعلق بالمنح والاعانات العائلية بشرط أن يكونوا حاملين لبطاقة إقامة قانونية ودورية ( سائرة المفعول ) . وقد حددت هذه الرسالة قائمة مختلف أنواع بطاقات الإقامة المطلوبة للتمتع بالمنح والاعانات العائلية نذكر منها بالخصوص :

- بطاقة إقامة وقتية Carte de séjour temporaire
- بطاقة مقيم Carte de résident
- بطاقة مقيم ممتازة Carte de résident privilégié
- بطاقة مقيم عادية Carte de résident ordinaire
- وصل للإقامة الوقتية مدة صلوحيته أكثر من 3 أشهر .

هذا وقد ضبطت الوزارة مدة الفترة الانتقالية ( جويلية 1987 ) التي يمكن فيها التمتع بالمنح والاعانات العائلية لـ :

- زوجة المهاجر المقيم بصورة دورية والذي وافقت له الادارة على مطلبه في التجمع العائلي .
- الأجنبي الذي تحصل على تأشيرة إقامة

## أمريكا : عدوة الشعوب

- مساعدة « الراغبين » في العودة إلى بلدانهم على تحقيق مشاريعهم وذلك بتشجيعهم على ذلك دون « إرغامهم » .

وتضاف إلى تلك النقاط مجموعة من الشروط الأخرى التي يضعها هذا الحزب أو ذاك بصورة مباشرة أو محتشمة . من ذلك شروط احترام القانون ومعاقبة المنحرفين بصرامة ( المهاجر الذي يقضي سنة بالسجن والذي تقل مدة إقامته بفرنسا على 12 سنة يطرد على الفور ) وعدم الخل أو المس من ذاتية المجتمع الفرنسي . كما يصل البعض إلى حد اقتراح وضع أصول لسلوك المهاجر !!

وقد كان ضغط اليمين المتطرف في هذا المجال كبيراً للغاية لا على أحزاب اليمين التقليدي فحسب بل وأيضاً على اليسار إذ نلاحظ أن النتائج التي حققها العنصريون في بعض الأحياء الشعبية والمدن راجعة إلى إنضمام جزء من قاعدة اليسار الانتخابية إلى أطروحات اليمين المتطرف .

وبالفعل فإن شعارات حزب « الجبهة الوطنية » وتنظيمات متطرفة أخرى لقيت رواجاً في العديد من الأوساط ، تلك الشعارات ( أو قل التهجمات ) التي تتمحور حول بعض الأكاذيب مثل الهجرة تفسد الحياة اليومية للفرنسيين وأنها خطر على الذاتية الوطنية الفرنسية وأنه من الضروري العمل بمبدأ « التفضيل القومي » ( ! ) سواء كان ذلك في التشغيل أو في ميادين أخرى مثل التضامن الوطني الذي يجب - في نظر اليمين المتطرف - أن يخصص للفرنسيين .

ومن المنتظر أن يلعب اليمين المتطرف دور كبير في مجال السياسة التي ستتبعها الحكومة الجديدة تجاه الهجرة إذ أن خيار هاته الأخيرة سوف يكون صعباً إذا ما أرادت أن لا تخسر جزء آخر من قاعدتها الانتخابية .

ولهذا استوجب على الجمعيات المهاجرة والقوى المناصرة للمهاجرين أن تتسلح باليقظة وأن تواجه وضعاً ، من المحتمل ، أن يزيد تازماً في المستقبل .

والارهاب الدولي . اننا نرفض ونندد بارهاب الدولة الاميركية واستعمالها محاولة الارهاب كتغطية لسياستها العدوانية ضد الشعوب .

أما السؤال المطروح الآن بعد قمة طوكيو الأخيرة ومباركة الدول الغربية لسياسة ريغن التي واكبتها حملة اعلامية شرسة ضد العرب وقضاياهم هو : هل أعطيت الشرعية الدولية لمثل هذه الممارسات الهمجية وهل أصبحت لغة القتل والارهاب هي اللغة السائدة في العالم ؟ خاصة وأن الانظمة العربية عجزت حتى عن تنظيم اجتماع أو اصدار بيانات الاستنكار والتنديد .

وأخيراً هل يمكن للمواطن العربي أن يصدق ويقنع بالتصريحات العربية ( ومنها الفلسطينية ) التي تدعو الى السلام بتشريك أميركا ولربما بوساطتها ؟

## الانتخابات التشريعية

### إجماع حول الهجرة

### تحت ضغط الحقد العنصري

شهدت الانتخابات التشريعية الفرنسية إنتصار أحزاب اليمين واليمين المتطرف . وقد كانت النتائج منتظرة منذ أكثر من سنة إذا استثنينا التقدم الملحوظ الذي حققه الحزب الاشتراكي الحاكم آنذاك .

ومن الملاحظ أن كل الأحزاب التقليدية مجمعة على جوهر السياسة التي يقترحونها تجاه الهجرة . والتي تتمحور حول النقاط التالية :

- الحد من دخول المهاجرين ومحاربة الهجرة السرية بما يقتضيه ذلك من تشديد في مراقبة الحدود .

- دمج المهاجرين المستقرين بصورة قانونية في فرنسا . غير أن مفهوم « الدمج » يختلف من حزب إلى آخر في جزئيات أكثر منه في الأساس . إذ أن الرأي السائد هو دفع المهاجرين على الانصهار الكامل في المجتمع الفرنسي .

أرادت أمريكا عبر أاداتها إسرائيل وبعد فشل كامب دافيد تركيع الوطن العربي وانهاء حالة الصراع التي تعيشها المنطقة لفائدتها وحليفها إسرائيل . فكانت حرب الابداء التي عرفها لبنان في صائفة ١٩٨٢ وتشتيت منظمة التحرير الفلسطينية عسكريا ومحاولة تركيع القوى الوطنية والديمقراطية في لبنان .

وقد واصلت إدارة الرئيس ريغن في تهجمها العدواني على المنطقة . جاهدة في خلق جبهة تشترك فيها الانظمة العربية الرجعية والدولة الصهيونية تحت شعار « معاداة الشيوعية » الا أن الهدف الحقيقي هو تهميش نضال الشعب الفلسطيني من أجل استرجاع حقوقه ومحاولة اعطاء شرعية عربية لدولة اسرائيل العنصرية . ولم تنج منظمة التحرير الفلسطينية من الضغوطات التي استهدفتها لقبول التعامل مع الحل الامريكي والاعتراف بقرار منظمة الامم المتحدة رقم ٢٤٢ . باعتبارهما الصيغة الوحيدة لتحقيق السلام بالمنطقة .

وقد أبرزت التطورات أن منطلق الامبريالية الأميركية هو الغطرسة السياسية والعسكرية إذ ثبتت ما تسميه بقوة التدخل السريع ( وهي قوة عسكرية قوية بـ ٢٠٠ ألف جندي متواجدة في المحيط الهندي وفي القواعد العسكرية المنتشرة بالمنطقة ) وأعدت لها كل امكانيات التدخل مثل مناورات النجم الساطع التي تنظمها مع مصر والسودان والصومال وبعض الدول الأخرى . وفي هذه الحالة تجرأت اسرائيل على قصف مقر منظمة التحرير بتونس بمباركة ومساندة الولايات المتحدة الاميركية حيث أصبحت طائرات وبواخر الاسطول السادس تصول وتجوئ في البحر المتوسط ، تختطف الطيران المدني وتراقب الفضاء الجوي و البحري وتنظم المناورات العسكرية في المياه الإقليمية الليبية متحدية سيادتها الوطنية وتترصد تحركات القيادات الفلسطينية لمد الصهائنة بالمعلومات التي على أساسها يقومون باختطاف طائرات مدنية بدعوى وجود ارابيين فلسطينيين فيها . . . وصولا الى القصف الاجرامي والعدواني على الشعب الليبي الشقيق . هكذا يُداس العرف الدولي وتهان الشعوب لأن أكبر قوة في العالم قررت ذلك . ان هذا الاعتداء الهمجي على ليبيا يبرهن مجددا أن الولايات المتحدة أصبحت قوة اريهابية خطيرة للغاية على الامن في المتوسط وفي العالم إذ أصبحت سياستها الرسمية تعتمد القرصنة